HAL
open science

L'Allemagne dans Les Temps modernes (1951-1956)

Stève Bessac-Vaure

To cite this version:

Stève Bessac-Vaure. L'Allemagne dans Les Temps modernes (1951-1956). Allemagne recto-verso, portrait d'un voisin méconnu, Oct 2013, Clermont-Ferrand, France. hal-00957474

HAL Id: hal-00957474

https://uca.hal.science/hal-00957474

Submitted on 10 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONFÉRENCE :

L'Allemagne dans *Les Temps modernes* (1951-1956)

A partir du XIXe siècle, les philosophes français s'intéressent à l'Allemagne car ce pays représente une avant-garde philosophique[1]. Cela pourrait alors expliquer pourquoi une revue comme *Les Temps modernes*, dirigée par des philosophes – Jean-Paul Sartre, Maurice Merleau-Ponty et Simone de Beauvoir auxquels s'ajoute à la fondation de la revue Raymond Aron –, est attentive à ce pays voisin. Toutefois, malgré un intérêt certain pour la culture allemande, notamment pour la littérature allemande, les membres des *Temps modernes* se focalisent surtout sur des aspects politiques. Ainsi, dès 1948, des collaborateurs d'*Esprit* et des *Temps modernes* créent un « Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle » dont l'objectif est d' « encourager l'Allemagne démocratique »[2]. Rapidement après la Deuxième Guerre mondiale, les collaborateurs des *Temps modernes* s'intéressent à l'Allemagne. Cela dénote la volonté d'intellectuels français de promouvoir le dialogue avec un pays plus que jamais considéré comme l' « ennemi héréditaire » quelques mois seulement après la Libération. Cette attention se poursuit de 1951 à 1956, pendant la période de compagnonnage de route de Sartre. La revue qu'il dirige publie alors une vingtaine d'articles sur l'Allemagne ainsi que des extraits littéraires d'auteurs allemands. Cela permet de mieux faire connaître ce pays au lectorat des *Temps modernes*, constitué essentiellement, pour ce que nous pouvons en savoir[3], de professeurs, d'étudiants, de personnes dotées d'un capital culturel. Cet intérêt contraste avec le traitement que la revue fait de l'Europe, globalement délaissée. En effet, si *Les Temps modernes* ont une position de principe d'ouverture à une Europe unifiée, les tentatives de construction européenne sont soit ignorées (comme la CECA), soit repoussées car elles ne correspondent pas à l'idéal européen de ces intellectuels qui défendent une Europe neutraliste et socialiste. L'intérêt des *Temps modernes* pour l'Allemagne ne s'explique donc pas du fait du « couple » franco-allemand en gestation mais par le fait que ce pays soit un voisin de la France, un des principaux théâtres de la guerre froide, et, surtout, par le souvenir, encore très présent, de la

---

1 Michel ESPAGNE, *En deçà du Rhin. L'Allemagne des philosophes français au XIXe siècle*, Paris, Le Cerf, 2004 ; Jean QUILLIEN (dir.), *La réception de la philosophie allemande en France aux XIXe et XXe siècles*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1994.

2 Emmanuel MOUNIER, « Un comité France-Allemagne », *Esprit*, n° 11, novembre 1948, p. 727.

3 En l'absence de listes d'abonnés ainsi que d'enquête sur le lectorat des *Temps modernes*, nous déduisons cette sociologie du courrier des lecteurs et de témoignages épars. Cela comporte certains biais, certaines personnes se considérant plus « autorisées » à réagir.

Deuxième Guerre mondiale.

La question de la dénazification de l'Allemagne

Les Temps modernes, qui se présentent comme une revue résistante[4], sont particulièrement attentifs à la question du nazisme en Allemagne. Cette vigilance se comprend par la présence de collaborateurs résistants et/ou d'origine juive comme Claude Lanzmann et Antonina Vallentin ainsi que par l'importance de l'ouvrage de Sartre *Réflexions sur la question juive* (1945). La préoccupation des *Temps modernes* envers le nazisme se traduit de trois manières différentes : d'abord, par la publication de témoignages ou d'ouvrages évoquant la période nazie, puis par la publication de lettres d'Allemands afin d'essayer de comprendre, après-guerre, quel a été leur rapport au nazisme, et enfin par des articles analysant le phénomène du néonazisme en RFA.

Connaître le passé

Trois documents bruts sont publiés dans *Les Temps modernes* avec valeur de témoignage. Le fait de continuer, cinq à dix ans après la fin de la guerre à publier ce type de documents montre l'importance que le nazisme – et la vigilance à son égard – a pour *Les Temps modernes*. Deux des documents publiés par la revue traitent directement de l'antisémitisme. Le premier est une compilation de documents qui évoquent l'antisémitisme quotidien dans l'Allemagne nazie depuis 1933[5] tandis que le second est le journal d'un médecin juif hongrois déporté à Auschwitz[6]. Ce dernier, Miklos Nyiszli, a été nommé « médecin légiste et anatomiste » du *Sonderkommando* (commando spécial des crématoriums) par le Dr. Mengele. Il a survécu, par miracle, et témoigne, relatant par exemple la sélection à l'arrivée des convois ou sa découverte des corps gazés. Dans la préface de cet ouvrage, il est précisé qu'« il s'agit de crimes [le terme de Shoah dont la paternité incombe à Claude Lanzmann, membre des *Temps modernes*, n'existe pas encore pour définir le génocide] que ne peuvent atténuer ni le temps, ni le repentir, ni d'autres crimes ultérieurs »[7], reprenant ainsi la définition des crimes contre l'humanité. Enfin, le dernier document brut est le journal d'un résistant

---

4 Le comité de rédaction des *Temps modernes* refuse que des personnes condamnées pour faits de collaboration écrivent dans la revue.

5 S. A. SHENTOUB, « De l'antisémitisme nazi », *Les Temps modernes*, n° 92, juillet 1953, p. 6-51.

6 Miklos NYISZLI, « S.S. Obersturmführer Docteur Mengele », *Les Temps modernes*, n° 65, mars 1951, p. 1654-1673 ; Miklos NYISZLI, « S.S. Obersturmführer Docteur Mengele », *Les Temps modernes*, n° 66, avril 1951, p. 1855-1886. Traduction et préface de Tibère Kremer.

7 Tibère KREMER, « Préface » à Miklos NYISZLI, *Ibid.*, p. 1654.

norvégien, Petter Moen, écrit dans la prison de la *Gestapo* à Oslo[8]. Il relate la peur d'un homme obsédé par la torture. *Les Temps modernes* refusent donc l'oubli et permettent, dans un contexte littéraire où le silence sur les crimes nazis prédomine, de dévoiler ces faits.

A côté de ces documents, la revue publie également un premier article de Robert Merle sur la personnalité d'Hitler, présenté comme un individu médiocre[9]. Le collaborateur des *Temps modernes* s'appuie sur l'ouvrage phare de Gustave Mark Gilbert, *The Psychology of Dictatorship*, pour rédiger son article. Ce psychologue états-unien officie lors du procès de Nuremberg où il côtoie les hauts dignitaires nazis. *Les Temps modernes* font paraître plusieurs extraits de son livre lorsque celui-ci paraît en français chez Gallimard[10]. La revue française s'intéresse donc plus particulièrement aux hauts dignitaires du régime nazi et ne cherche pas à analyser un système, contrairement, par exemple, à David Rousset, auteur de *L'univers concentrationnaire* en 1946[11]. Cette façon d'écrire l'histoire, qui met l'accent sur les individus et leurs choix, est cohérente avec la philosophie existentialiste qui irrigue la revue. *Les Temps modernes* s'intéressent aussi aux positions des intellectuels allemands face au nazisme.

Intellectuels allemands et nazisme

La responsabilité individuelle des intellectuels est également soulignée par les collaborateurs des *Temps modernes*. Parmi la littérature allemande publiée dans la revue, de nombreux ouvrages évoquent la période nazie, qu'ils soient l'œuvre d'auteurs antinazis (comme *Le Train était à l'heure* d'Heinrich Böll[12] ou *Le Tournant* de Klaus Mann) ou, au contraire, d'écrivains proches du pouvoir nazi. C'est notamment le cas du *Questionnaire* d'Ernst von Salomon. Cette publication crée d'ailleurs des dissensions au sein de la revue. C'est un choix de publication de Simone de Beauvoir qui éprouve une certaine fascination pour cet ouvrage, malgré la personnalité de son auteur, partisan de la révolution conservatrice :

---

8 Petter MOEN, « Journal d'un détenu », *Les Temps modernes*, n° 86, décembre 1952, p. 915-936. Traduction Marielou Rouveyre et Simone Reuter.

9 Robert MERLE, « Adolf Hitler », *Les Temps modernes*, n° 68, juin 1951, p. 2248-2263.

10 Gustave Mark GILBERT, « Psychologie de la dictature : Goering », *Les Temps modernes*, n° 106, octobre 1954, p. 442-483 ; Gustave Mark GILBERT, « Psychologie de la dictature : Frank, Keitel, Hoess », *Les Temps modernes*, n° 107, novembre 1954, p. 665-713.

11 David ROUSSET, *L'univers concentrationnaire*, Paris, Editions du Pavois, 1946. D. Rousset côtoie de nombreux membres des *Temps modernes* lors de l'expérience du RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire) en 1948-1949.

12 Cette nouvelle de Böll évoque l'absurdité de la guerre. Böll, membre du « Groupe 47 » est présenté par *Les Temps modernes* comme un des « meilleurs écrivains de la jeune littérature allemande ». La publication de la nouvelle de cet auteur, essentiellement connu en Allemagne (cf. Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 1999, p. 157), permet un désenclavement de cette nouvelle littérature allemande.

« Je viens de terminer un livre formidable, si on le traduit ne le manquez pas, malgré ses dimensions, un livre allemand, très antipathique par maints côtés mais bourré d'informations sur l'Allemagne avant et pendant la guerre. La défaite, l'occupation américaine, il raconte tout de façon palpitante. Ce n'est pas un roman, mais un reportage de ce qu'a authentiquement vécu un certain Ernst von Salomon, homme curieux, intéressant[13], qui autrefois participa à l'assassinat de Rathenau. Il part de la liste de questions auxquelles tout Allemand a été obligé de répondre par ordre de la police américaine : il y en a 131 ! Il répond exhaustivement et s'arrange, grâce à ce stratagème, pour relater l'histoire de sa vie entière. Titre original : *Der Fragebogen*, cherchez-le »[14] écrit Beauvoir à Nelson Algren.

Mais ce choix n'est pas partagé par tous. Ainsi, Claude Lanzmann lui reproche cette publication :

« Je ne m'accordai pas tout à fait avec Lanzmann sur *Le Questionnaire* de von Salomon. L'Allemagne était devenue le pays le plus prospère d'Europe ; Antonina Vallentin qui en revenait m'avait raconté sa rencontre avec le néo-nazisme allemand ; en dépit des « questionnaires », les anciens nazis et les hommes d'affaires qui avaient soutenu Hitler tenaient de nouveau le haut du pavé. Je comprenais qu'on accueillit avec colère l'autojustification de Salomon »[15].

Du coup, *Le Questionnaire* est précédé d'une préface d'Antonina Vallentin qui clarifie, en fait, la position de Beauvoir, parlant d'autojustification de l'auteur[16]. Un autre article vient marquer les distances des collaborateurs des *Temps modernes* avec cet auteur. Ainsi, François Erval, tout en reconnaissant la valeur de témoignage du livre de von Salomon, regrette d'une part que le livre se soit vendu « à plusieurs centaines de mille exemplaires en Allemagne »[17], ayant peur d'une certaine fascination, et dénonce, d'autre part, les choix politiques de son auteur. Ces extraits sont publiés par Beauvoir pour leur valeur existentielle et pour leur valeur de témoignage. La thématique d'un retour à une société conservatrice, réactionnaire par un acte révolutionnaire est répandue chez les intellectuels allemands de droite avant l'avènement d'Hitler. Pour Erval, von Salomon ne rompt jamais avec le nazisme : « Salomon se désolidarise de Hitler personnellement, rarement du national-socialisme et presque jamais des militants nazis, même importants »[18]. Par ailleurs, Jean-Henry Roy condamne violemment le *Journal* d'Ernst Jünger qui relate une douce occupation de la France par

---

[13] Simone de Beauvoir donne ici l'impression de ne pas vraiment connaître l'auteur. Or, dans ses Mémoires, elle dit avoir déjà lu avant-guerre *La Ville* du même auteur. Cf. Simone de BEAUVOIR, *La force de l'âge,* Paris, Gallimard, 1960, p. 158.

[14] Lettre de Simone de Beauvoir à Nelson Algren datée du 20 août 1953, in : Simone de BEAUVOIR, *Lettres à Nelson Algren,* Paris, Gallimard, posthume 1997, p. 784-785.

[15] Simone de BEAUVOIR, *La force des choses, T.II,* Paris, Gallimard, 1963, p. 34-35.

[16] Antonina VALLENTIN, « Préface » à Ernst von SALOMON, « Le questionnaire (extraits) », *Les Temps modernes*, n° 71, septembre 1951, p. 417-448 (Traduction Denise Nast), p. 417.

[17] François ERVAL, « Un questionnaire sans réponse », *Les Temps modernes*, n° 92, juillet 1953, p. 168, p. -174-175.

[18] *Id.*

l'Allemagne nazie : « Il est, Dieu merci, outre-Rhin d'autres témoins qu'Ernst Jünger, qui n'ont ni son esthétisme, ni sa prétention, mais en qui nous pouvons saluer des hommes »[19]. Les collaborateurs de la revue existentialiste font donc la différence entre les qualités littéraires et les qualités humaines des auteurs. Ceci se retrouve sous la plume d'Erval qui publie une étude sur Gottfried Benn (1886-1956), un écrivain allemand expressionniste. Comme Jünger, Benn est interdit de publication par les Alliés pour son « passé nazi »[20], passé que souligne Erval en mentionnant son adhésion à la *Wehrmacht* en 1935, cette « forme aristocratique de l'émigration »[21]. Pour Benn, le nazisme apparaît au début comme une possibilité de faire triompher l'esthétique expressionniste. François Erval considère que le drame de Benn est d'avoir pris le nazisme pour une forme d'expression de la nation allemande, erreur partagée par « un grand nombre d'intellectuels allemands […] « anti-bourgeois », opposés au libéralisme et au marxisme »[22]. A l'inverse, le collaborateur des *Temps modernes* fait aussi l'éloge de l'auteur allemand pour ses qualités littéraires : « Personne, en dehors de Nietzsche, n'a atteint en allemand – langue qui semble parfois rétive à la prose – une perfection et une maîtrise semblables »[23]. La perception des *Temps modernes* de certains auteurs allemands d'avant-guerre comme Jünger, Benn ou von Salomon est résumée par Erval : « *Double Vie* [de G. Benn] est un compte rendu de ces errements, une défense et une tentative de justification qui nous provient d'un homme qui est à la fois un lamentable penseur politique, un très grand poète et un des maîtres les plus prestigieux de la prose allemande ». Les qualités littéraires sont reconnues et jugées indéniables mais la lourde responsabilité politique de ces auteurs est également soulignée. Les ouvrages mis en avant par *Les Temps modernes* ne dépendent donc pas uniquement de leur orientation politique – par opposition à la littérature communiste – mais aussi de leur dimension existentielle. Ceci explique la prépondérance d'ouvrages autobiographiques où la question de la liberté personnelle – et de son corrélat, la responsabilité – est centrale. Seul le jeune Heinrich Böll correspond aux critères politique et esthétique des *Temps modernes* et c'est d'ailleurs dans la jeunesse allemande que les membres de la revue parisienne perçoivent le meilleur rempart contre un retour du nazisme.

---

[19] Jean-Henri ROY, « Le Journal d'Ernst Jünger », *Les Temps modernes*, n° 74, décembre 1951, p. 1149.

[20] Jean-Paul CAHN, Ulrich PFEIL, *Allemagne 1945-1961 : de la « catastrophe à la construction du Mur »*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires Septentrion, 2008, p. 190.

[21] François ERVAL, « Gottfried Benn ou la double vie des intellectuels allemands », *Les Temps modernes*, n° 103, juin 1954, p. 2283.

[22] *Ibid.*, p. 2281.

[23] *Ibid.*, p. 2279.

Une résurgence du nazisme ?

Le passé nazi de l'Allemagne hante les collaborateurs des *Temps modernes*. Ceux-ci se montrent donc attentifs à tout risque de résurgence nationaliste. Ainsi, le mensuel parisien publie des lettres d'Allemands qui réagissent au discours prononcé par Fritz von Unruh le 18 mai 1948 pour célébrer le centenaire du premier parlement allemand[24]. Unruh « reçut des milliers de lettres » suite à cette intervention très médiatisée. Dans ce discours, von Unruh, exilé aux États-Unis pendant la guerre, dénonce la responsabilité allemande mais rejette également le communisme, tout comme la présence et les stratégies géopolitiques des Alliés occidentaux en Allemagne. La revue précise qu'« il [lui] a paru intéressant de publier un choix de ces lettres, qui, parce qu'écrites spontanément, permettent une sorte de sondage de l'opinion publique en Allemagne et de son orientation spirituelle »[25]. Ces lettres se veulent représentatives mais les critères de sélection ne sont pas explicités, hormis le fait que *Les Temps modernes* s'intéressent particulièrement à la jeunesse. Cet intérêt s'inscrit dans la continuité du RDR (Rassemblement Démocratique Révolutionnaire) qui mettait l'accent sur la jeunesse européenne. Sur les dix-huit lettres sélectionnées, pas moins de la moitié remercient von Unruh pour son discours. Une lettre d'une jeune femme reproche à von Unruh de plaider la culpabilité allemande et justifie les crimes du nazisme : « Le crime ne me paraît pas insignifiant et petit à côté de la grandeur dont il a été le prix […] mais je crois aussi qu'il est impossible à l'homme d'action et au peuple qui laisse sa trace dans l'histoire d'éviter ce mal »[26]. A l'inverse, une lettre d'un ancien officier de l'aviation approuve le « Jamais plus » de von Unruh, de même que d'autres lettres qui déplorent, dans le même temps, la persistance du nazisme : « 80 % de Wyk est infecté par le nazisme […] La peste nazie se répand et même ouvertement »[27]. *Les Temps modernes* montrent donc que le nazisme demeure une menace, bien que ce phénomène ne concerne pas la majorité des Allemands et encore moins les jeunes.

La revue intellectuelle prête également attention à la résurgence politique du nazisme par l'intermédiaire d'Antonina Vallentin, qui se sent concernée au premier chef en tant qu'Allemande et juive. Elle relate le congrès tenu à Heidelberg par la SRP (*Sozialistische Reichspartei*), parti néo-nazi du général Remer[28] et de Walter Koerber. Ce parti est créé en octobre 1949 par Fritz Dols – qui prend

---

[24] « Lettres d'Allemands à Fritz von Unruh », *Les Temps modernes*, n° 67, mai 1951, p. 2040-2053.

[25] *Ibid*, p. 2040.

[26] *Ibid.*, p. 2049.

[27] « Lettres d'Allemands à Fritz von Unruh », *Les Temps modernes*, n° 68, juin 1951, p. 2223. Wyk est une ville du Schleswig-Holstein, un des Länder où la persistance du nazisme est la plus forte.

[28] Otto Ernst Remer (1912-1997) est notamment connu pour avoir réprimé le complot du 20 juillet 1944 contre Adolf Hitler.

ensuite du recul, laissant la place à Remer – sur les fondations de la DRP (*Deutsche Reichspartei*), formation néo-nazie qui voit le jour en 1946[29]. Lors du congrès de Heidelberg, Koerber lance un appel : « Fascistes de tous les pays, unissez-vous »[30]. La collaboratrice des *Temps modernes* étudie la sociologie de ce mouvement : ce sont « les déclassés, les « diffamés », les anciens membres du parti qui n'ont pas trouvé d'emploi, mais ils se recrutent aussi parmi les mécontents de toute sorte, parmi ceux qui voient leur modeste salaire fondre et le pouvoir d'achat diminuer » et parmi les anciens combattants[31]. C'est le retour de « la révolte des ventres creux » (expression d'Albert Einstein que Vallentin a très bien connu). Vallentin constate les différences contextuelles avec la première montée du nazisme : l'Allemagne d'après 1929 est économiquement exsangue, alors qu'au début des années 1950, la RFA connaît l'expansion économique. La mauvaise répartition des fruits de la croissance – et donc le système capitaliste – est remise en cause. Cet article est écrit quelques mois après « l'été 1951, [durant lequel] eurent lieu de nombreuses manifestations d'anciens de la *Wehrmacht*. A Brunswick par exemple, 5 000 parachutistes se retrouvèrent en compagnie de [Hermann-Bernhard] Ramcke, leur ancien commandant »[32]. *Les Temps modernes* sont donc très réactifs à toute résurgence éventuelle du fascisme en Allemagne de l'Ouest. Pour les collaborateurs de la revue, cette menace justifie les craintes envers le réarmement allemand.

« L'Allemagne : unité ou réarmement »

Un réarmement impopulaire

Les Temps modernes rejettent virulemment tout réarmement allemand, qu'il se fasse dans le cadre de la CED (Communauté Européenne de Défense) ou dans un cadre national. Les collaborateurs de la revue font d'ailleurs peu de distinction puisque, pour eux, la défense européenne n'est qu'un moyen « déguisé » de réarmer la RFA. A partir de décembre 1953 – assez tardivement après le traité de Paris du 27 mai 1952 – *Les Temps modernes* font campagne contre la CED et saluent son rejet par l'Assemblée nationale en août 1954[33]. Mais indépendamment de l'armée européenne, les intellectuels

---

[29] Alfred WAHL, *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 112.

[30] Antonina VALLENTIN, « Fascistes de tous les pays unissez-vous », *Les Temps modernes*, n° 73, novembre 1951, p. 940.

[31] *Ibid.*, p. 941.

[32] Alfred WAHL, *La seconde histoire …, op. cit.*, p. 115-116.

[33] Marcel PEJU, Jean POUILLON, « Chronique politique : l'armée « européenne » contre l'Europe », *Les Temps modernes*, n° 97, décembre 1953, p. 1087-1103 ; Jean POUILLON, « Après la mort de la C.E.D. », *Les Temps modernes*, n° 106, octobre 1954, p. 385-397.

de la revue évoquent le réarmement allemand.

Deux considérations principales justifient ce refus du réarmement aux yeux des collaborateurs des *Temps modernes*. Un fort courant pacifiste, représenté par Antonina Vallentin, irrigue la revue. Elle démontre que les Français et les Allemands cherchent la paix et ne veulent pas d'un réarmement allemand qui, compte-tenu de l'histoire récente entre les deux pays, apparaît comme une menace pour la sécurité collective. La collaboratrice allemande de la revue adopte une posture neutraliste, repoussant la propagande soviétique pour la Paix[34]. D'après Antonina Vallentin, le réarmement est une mesure entièrement décidée à Washington qui va à l'encontre de la volonté des Allemands : « [les officiels états-uniens] furent […] assez désarçonnés en rencontrant auprès de la masse du peuple allemand une très vive résistance contre le réarmement […]. L'Allemagne […] paraît […] le dernier refuge du pacifisme mondial »[35] écrit-elle. En effet, en 1952, des manifestations pacifistes ont lieu en RFA comme en RDA, soutenues par la SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*) et les communistes. Pour confirmer leur dire, *Les Temps modernes* s'appuient aussi sur des sondages réalisés par l'Institut de Statistiques allemand : en juin 1949, 28 % des Allemands sont pour le réarmement et 60 % contre, tandis qu'en août 1951 (alors qu'il y a eu le déclenchement de la guerre de Corée entre-temps), seuls 20 % des Allemands de l'Ouest sont favorables à un réarmement, contre 75 % d'opinions défavorables[36]. Cette idée se retrouve aussi dans les lettres adressées à von Unruh. Toutefois, Roger Stéphane exprime ses réserves en se référant au *topos* de la discipline allemande : « certes, la quasi-totalité des Allemands regimbe à l'idée d'une remilitarisation. Elle regimbe mais s'y soumettrait, hélas ! »[37].

Un réarmement dangereux

Des considérations stratégiques entrent aussi en compte dans le refus du réarmement allemand. Roger Stéphane présente trois raisons : une telle mesure risquerait de remettre en cause la supériorité française notamment aux yeux des États-Unis[38], de compromettre l'équilibre des puissances États-Unis/URSS et de déboucher sur une guerre chaude et sanglante. Enfin, le réarmement constituerait une menace face à laquelle les Soviétiques ne resteraient pas muets[39]. Mais la principale raison stratégique mise en avant par *Les Temps modernes*, c'est le fait que le réarmement de la RFA

---

[34] Antonina VALLENTIN, « Apparences et réalités de l'O.N.U. », *Les Temps modernes*, n° 75, janvier 1952, p. 1333.
[35] Antonina VALLENTIN, « Fascistes de tous les pays unissez-vous », *op. cit.*, p. 949.
[36] Roger STEPHANE, « L'Allemagne : unité ou réarmement », *Les Temps modernes*, n° 75, janvier 1952, p. 1327.
[37] Roger STEPHANE, « Crise de politique », *Les Temps modernes*, n° 77, mars 1952, p. 1716.
[38] Cette position est originale au sein de la revue, Roger Stéphane ne représentant pas, dans cet effort de réalisme géopolitique, l'ensemble des *Temps modernes* qui, justement, veut s'autonomiser des États-Unis.
[39] Roger STEPHANE, « L'Allemagne : unité ou réarmement », *op.cit.*, p. 1327.

compromet la réunification allemande. Ce dilemme apparaît dans le titre de l'article de Stéphane : « L'Allemagne : unité ou réarmement ». D'autres collaborateurs reprennent à leur compte cette théorie en affirmant que la réunification, si le réarmement a lieu, ne pourrait se faire que de manière belliciste. Ainsi, M. Péju et J. Pouillon écrivent que « la C.E.D. […] c'est d'abord le réarmement de l'Allemagne-Ouest, autrement dit sa puissance retrouvée dans et pour la guerre froide et sans autre espoir de réunification que par la force »[40]. La question du réarmement allemand, qu'il soit d'ailleurs inclus à la CED ou à l'OTAN, est donc liée à celle de la réunification du pays, principal souhait des *Temps modernes* qui font alors écho aux vœux des populations allemandes d'après-guerre.

J.-P. Sartre prend position en faveur de la réunification allemande, d'abord dans une interview accordée à Paule Boussinot et publiée dans *Défense de la paix* en décembre 1952, puis dans le discours qu'il prononce à Helsinki le 26 juin 1955 devant l'Assemblée mondiale de la paix. Ces deux prises de position se font dans le contexte du Mouvement pour la paix, contrôlé en sous-main par les communistes. Dès le début, les intellectuels des *Temps modernes* considèrent que la RFA et les Etats-Unis sont responsables de la non-réunification allemande : « l'Allemagne unifiée c'est fatalement l'Allemagne neutralisée et l'Allemagne neutralisée c'est un des principaux éléments de la guerre froide qui disparaît. Mais c'est aussi pourquoi ni M. Adenauer ni les Américains ne sont partisans de l'unité »[41] commente Roger Stéphane. En janvier 1952, ce collaborateur de la revue souligne les raisons pour lesquelles Adenauer se montre hostile à la réunification : qui dit réunification dit élections dans tout le pays et vu la situation électorale – avec la montée en puissance de la SPD au détriment de la CDU (*Christlich-Demokratische Union Deutschlands,* parti de Konrad Adenauer[42]) lorsqu'il écrit en janvier 1952 – c'est une défaite électorale qui se profile pour la CDU. Pour R. Stéphane, comme pour E.-N. Dzelepy, Adenauer privilégie alors la réunification allemande *via* l'intégration occidentale : « pour les hommes de Bonn – c'est bien clair – ce qu'ils appellent l' « intégration » allemande à la communauté occidentale, n'est en réalité que *l' « intégration » des buts nationaux allemands à la politique atlantique* des puissances occidentales. Autrement dit, il s'agit, pour eux, de faire des revendications allemandes « une affaire européenne » à régler dans l'intérêt de l' « unité de l'Europe » »[43]. Les collaborateurs des *Temps modernes* perçoivent donc les dirigeants ouest-allemands comme machiavéliques et uniquement soucieux de leurs intérêts

---

[40] Marcel PEJU, Jean POUILLON, « Chronique politique… », *op. cit.*, p. 1096.

[41] Roger STEPHANE, « L'Allemagne : unité ou réarmement », *op.cit.*, p. 1328.

[42] Roger Stéphane revient sur le paysage politique allemand : « il n'existe que deux partis importants en Allemagne : les catholiques de M. Adenauer et les socialistes de M. Schumacher » *Ibid.*, p. 1324. Il exagère le caractère confessionnel de la CDU. Si Adenauer est en effet catholique, sa formation politique est multiconfessionnelle intégrant notamment les protestants, contrairement à l'ancien parti du *Zentrum*.

[43] E.-N. DZELEPY, « Le grand tournant ? », *Les Temps modernes*, n° 81, juillet 1952, p. 152.

nationaux.

L'URSS, promoteur de la réunification ?

Face à cette menace, Staline propose la réunification de l'Allemagne avec la tenue d'élections libres dans une note datée du 10 mars 1952[44]. Le dirigeant soviétique accepterait de sacrifier la RDA – dont il est conscient qu'elle est peu populaire – en contrepartie de la neutralisation de l'Allemagne réunifiée, désertée par les troupes d'occupation. Dzelepy, qui soutient cette note de Staline, l'interprète comme une obnubilation de Moscou pour neutraliser « le danger allemand »[45], plaquant ses craintes sur les Soviétiques. Pour les collaborateurs des *Temps modernes*, la note de Staline est jugée « plus acceptable pour les Occidentaux »[46] que les précédentes propositions soviétiques. R. Stéphane compare alors les propositions soviétiques de mars 1952 à celles émises par Moscou en 1947, intercalant des déclarations de souhaits états-uniens afin de montrer que le Kremlin s'aligne, de bonne volonté, sur les revendications occidentales. Par exemple, Stéphane écrit :

« Il est dit aussi, dans la note soviétique de mars dernier, que « l'Allemagne sera autorisée à posséder les forces armées nationales, terrestres, aériennes et navales, essentielles pour la défense de son territoire ». Cette clause contredisant catégoriquement l'article premier du projet de traité présenté par les Russes en 1947 : « Les organisations militaires et para-militaires quelles que soient leur forme ou leur aspect ne seront pas autorisées en Allemagne », semblait tenir compte de la déclaration d'août 1950 de M. Mac Cloy, Haut Commissaire américain : « Les Allemands doivent être mis en mesure, s'ils le désirent, de défendre leur propre pays » » [47].

Le problème qui subsiste est celui du contrôle des élections : tout le monde convient d'un contrôle international mais l'identité de cette entité supranationale fait débat. L'URSS souhaite que ce soit les « Quatre », les occupants de l'Allemagne, alors que le camp occidental est favorable à un contrôle onusien. Le refus de l'Ouest d'accéder à la requête soviétique apparaît à Stéphane comme la preuve de leur volonté de faire échouer les négociations :

« En vérité, le problème des élections en zone orientale est le type même des faux problèmes. N'importe quel contrôle qui permettrait aux Allemands orientaux d'avoir le sentiment d'une liberté électorale réelle, révélerait leur hostilité à la forme du régime qu'ils subissent actuellement. Et dans le pire des cas, dans le cas où le contrôle serait, aux yeux des

---

44 Plusieurs interprétations existent sur cette note. Cf. Georges-Henri SOUTOU, *La guerre froide (1943-1990)*, Paris, Pluriel, 2010, p. 355-364.

45 E.-N. DZELEPY, « Le grand tournant ? », *op. cit.*, p. 157.

46 Roger STEPHANE, « Le « Problème allemand » est celui des frontières orientales », *Les Temps modernes*, n°84-85, octobre-novembre 1952, p. 876.

47 *Id*.

Allemands de l'Est, inopérant, si 99 % des électeurs de cette Allemagne votaient communistes, ils ne représenteraient jamais que le quart du corps électoral de l'ensemble allemand. La majorité – et quelle majorité ! – de cette chambre serait anticommuniste »[48].

Finalement, Staline essuie un refus occidental malgré une certaine attention portée à sa déclaration, Adenauer disant notamment : « nous n'avons pas le droit de négliger les propositions russes » alors qu'en Angleterre on évoque une « réelle offre de paix ». Les « Trois » (États-Unis, France et Grande-Bretagne) précisent, dans leur réponse, que la future Allemagne unifiée, si elle existe, devra s'incorporer au système occidental[49], d'où l'échec, puisque c'est précisément pour remettre en cause cette intégration que l'URSS aurait agi. *Les Temps modernes* considèrent de nouveau que la responsabilité de l'échec de la réunification incombe au Chancelier de RFA : « [Adenauer] s'est même félicité, à son retour dans la capitale fédérale, d'avoir contribué lui-même à renforcer les réserves occidentales à l'égard des propositions de Moscou. Mais le chancelier n'était pas suivi par tout le monde à Bonn. Et ce qu'on lui reprochait justement, c'était son attitude « négative » aux consultations de Paris »[50]. Dzelepy se fait alors l'écho des dissensions qui traversent le gouvernement ouest-allemand, Jakob Kaiser, ministre des questions panallemandes, étant par exemple plutôt favorable à l'offre de Staline. Mais Adenauer poursuit sa politique de force entamée à l'encontre de l'URSS en constatant les bénéfices qu'il en retire à chaque étape : après avoir proposé à Otto Grotewohl, ministre-président de la RDA, la réunification allemande contre l'interdiction pour celle-ci de se réarmer et d'intégrer la communauté atlantique, les Soviétiques vont plus loin dans les concessions en acceptant une armée allemande nationale. En mars 1952, *Les Temps modernes* ne semblent plus remettre en doute la sincérité de Staline : « les Russes ne demandent qu'à s'entendre avec les Occidentaux. Je prie pour que l'on me croie »[51]. Le fait que Lavrenti Beria, au moment de son exécution, fut accusé d'avoir envisagé d'abandonner la RDA ne prouve pas que la « politique de la réunification » n'était qu'une stratégie.

Après une année 1952 riche de trois articles sur la réunification allemande, *Les Temps modernes* observent un silence à ce sujet jusqu'en novembre 1955 où un article de Dzelepy revient sur le voyage d'Adenauer à Moscou du 9 au 13 septembre 1955. De nouveau, la stratégie « de force »

---

48 *Ibid.*, p. 878.

49 E.-N. DZELEPY, « Le grand tournant ? », *op. cit.*, p. 146. Cette réponse déplaît en Allemagne puisqu'elle compromet la réunification allemande tout en remettant en cause la souveraineté du futur État unifié.

50 *Ibid.*, p. 145.

51 Roger STEPHANE, « Le « Problème allemand » est celui des frontières orientales », *op. cit.*, p. 872.

du « chancelier de fer » est considérée par Dzelepy comme un fiasco[52], la question de la réunification allemande restant en suspens. Le collaborateur des *Temps modernes* présente alors le « compromis de Moscou » comme « une défaite diplomatique du chancelier Adenauer »[53] : des ambassadeurs sont échangés et on assiste au rétablissement de relations diplomatiques qualifiées de « normales » entre les deux pays. Ce processus est contraire aux intentions de K. Adenauer, étant donné qu'il consacre la division de l'Allemagne. Dzelepy conclut en parlant de la « faillite totale de la « politique de force » des puissances occidentales dont le chancelier Adenauer était le plus chaud apôtre »[54]. Cet échec est à relativiser puisqu'Adenauer n'aurait sans doute pas pu obtenir davantage, le retour des prisonniers de guerre lui apportant d'ailleurs une grande popularité. Toutefois, les collaborateurs des *Temps modernes* se montrent très critiques envers le chancelier de la RFA, ce dernier étant accusé de menacer le précaire équilibre mondial dans un contexte de guerre froide. Les intellectuels de la revue lui reprochent surtout de ne pas partager leur projet pour l'Allemagne : un pays réunifié et neutralisé. Mais si la politique pro-occidentale du chancelier ouest-allemand est tancée, la revue n'épargne pas pour autant la RDA.

L'Allemagne de l'Est

Un échec politique

Les Temps modernes évoquent également l'Allemagne de l'Est, beaucoup plus brièvement que la RFA, ce qui est sans doute dû à la distance et à un manque d'informations. La revue s'intéresse notamment à la ville de Berlin, en donnant la parole à des Allemands qui la connaissent bien mais ont dû la fuir. Cela diffère donc des voyages effectués par des Français dans l'entre-deux-guerres[55]. Loin de provoquer la fascination, notamment pour l' « urbanisme modèle », le Berlin peint dans *Les Temps modernes* apparaît comme un repoussoir. Ainsi Alfred Döblin (1878-1957), écrivain de gauche proche de la RDA, évoque, en mai 1954, le Berlin de 1928. L'auteur de *Berlin Alexanderplatz* (1929), roman qui relate la vie dans la capitale allemande des années 1920, la décrit comme une cité déshumanisée :

---

[52] Dzelepy s'appuie sur des citations d'Adenauer comme celle-ci : « Je suis convaincu […] que toutes les transactions avec l'Union Soviétique doivent être basées sur la force. Je crois que l'Amérique et une Europe unies seront assez fortes pour se faire respecter par les Russes ». cf. E.-N. DZELEPY, « Le premier dialogue germano-soviétique, ou le fiasco de la politique de force », *Les Temps modernes*, n° 119, novembre 1955, p. 747.

[53] *Ibid.*, p. 754.

[54] *Ibid.*, p. 756.

[55] Cécile CHOMBARD-GAUDIN, « Berlin vu par les voyageurs français (1900-1939) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 27, juillet-septembre 1990, p. 27-42.

« On travaille beaucoup dans les villes géantes mais on y passe à côté de l'humanité »[56]. Le Berlin de 1953, celui de Günther Anders (1902-1992)[57], apparaît pire encore : à côté des ruines visibles demeurent les destructions invisibles, celles que la reconstruction et la répétition de la vie ne peuvent effacer : la période nazie. Puis la revue s'intéresse, grâce à un reportage de Vitia Hessel, aux Berlinois : « Rare à Berlin, le caquet des adultes, les rires des familles, la caresse du loisir sur des visages austères »[58]. C'est une image morose de Berlin, déchirée, qui est donnée. La collaboratrice des *Temps modernes* raconte que les Berlinois de l'Est se rendent à l'Ouest mais que la réciproque n'existe pas. L'Ouest apparaît comme plus attrayant, notamment économiquement. Roger Stéphane explique que malgré « l'absence de chômage dans cette zone [à l'Est] », les chômeurs de Berlin-Ouest avec leur allocation de 80 marks par mois vivent mieux que les ouvriers de Berlin-Pankow dont le mark vaut 4,4 fois moins[59]. C'est une des raisons de l'hostilité des Allemands de l'Est pour leur gouvernement, ressentiment non-caché par la revue :

> « Tout le monde s'accorde à dire que la très grande majorité de la population de l'Allemagne Orientale est hostile au régime établi, mais on oublie de nuancer ou de préciser cette hostilité. Il est vrai qu'il y a une très grande russophobie provenant des souvenirs tragiques des premiers jours de l'occupation soviétique ; il est vrai que le niveau de vie est bas et qu'un appareil policier surveille assez étroitement ce qui reste d'éléments bourgeois et intellectuels. Mais les réformes économiques ont été, dans leur ensemble, si bien assimilées par la population qu'il serait […] difficile à un régime futur de les annihiler »[60].

A l'instar des distributions de terres sous la Révolution française, Stéphane considère certaines mesures socialistes comme définitives en RDA. L' « appareil policier », la répression qui s'exerce dans la partie soviétisée de l'Allemagne n'est pas non-plus passée sous silence. Une des lettres adressées à von Unruh et sélectionnée par *Les Temps modernes* provient d'une mère dont le fils était membre du parti démocrate-chrétien avant de disparaître et d'être torturé dans les prisons du NKVD, la police politique soviétique[61]. Par ailleurs, un Allemand rencontré par Hessel à Berlin lui dit « que les Russes déportent »[62] tandis qu'une exilée estonienne lui raconte les persécutions dont sont

---

[56] Alfred DÖBLIN, « Des capitales et leurs habitants », *Les Temps modernes*, n° 102, mai 1954, p. 1949. Traduit par Colette Audry et Marina Stalio.

[57] Günther ANDERS, « Ruines d'aujourd'hui », *Les Temps modernes*, n° 108, décembre 1954, p. 821-830. Traduction Colette Audry et Marina Stalio.

[58] Vitia HESSEL, « Ne manquez pas Berlin », *Les Temps modernes*, n° 84-85, octobre-novembre 1952, p. 859. Hessel raconte son voyage à Berlin-Ouest.

[59] 50 marks RFA = 220 marks RDA. Roger STEPHANE, « L'Allemagne : unité ou réarmement », *op.cit.*, p. 1323.

[60] *Id*.

[61] « Lettres d'Allemands à Fritz von Unruh », *Les Temps modernes*, n° 67, mai 1951, p. 2047.

[62] Vitia HESSEL, « Ne manquez pas Berlin », *op. cit.*, p. 862.

victimes les exilés baltes en RDA. *Les Temps modernes* se montrent donc, dans leur choix de publication, critiques envers la RDA soviétisée et sont loin d'idéaliser le nouveau régime. La révolte du 17 juin 1953 ne vient pas polir l'image que donne la revue du gouvernement est-allemand.

La révolte de juin 1953

La révolte qui secoue l'Allemagne de l'Est et notamment Berlin-Est en juin 1953 est relatée par un seul article de « Benno Sarel », pseudonyme de Sternberg, trotskyste juif d'origine roumaine. « Sarel » est un spécialiste des rapports sociaux en RDA[63]. C'est Merleau-Ponty qui propose à « Benno Sarel » – compagnon de Claude Lefort au sein de *Socialisme ou Barbarie* –, de participer aux *Temps modernes* après avoir lu ses deux articles sur l'Allemagne de l'Est (publiés sous le pseudonyme d'Hugo Bell) dans *Socialisme ou Barbarie* en septembre 1950 et février 1951. « Sarel » précise d'emblée dans son article d'octobre 1953 que « les évènements d'Allemagne orientale sont encore peu connus »[64] : « On sait que les ouvriers se sont donnés des comités de grève, qu'ils ont occupé les usines, que, d'autre part, ont suivi la révolte d'éléments non ouvriers – paysans, petits bourgeois ; voire des réactionnaires ou des anciens nazis »[65]. En effet, cette révolte dépasse les ouvriers qui sont toutefois le fer de lance. Ainsi, dès le 15 juin 1953, les ouvriers des chantiers de construction de l'avenue Staline de Berlin sont en grève. Le lendemain, on compte 10 000 manifestants dans les rues de la capitale est-allemande. « Sarel » repousse donc la première version des évènements de la SED, faisant de cette révolte une action fasciste, version reprise par la presse communiste française.

Le collaborateur des *Temps modernes* revient sur les causes de cette révolte populaire. En mai 1953, les normes de travail sont relevées, c'est-à-dire qu'une hausse des cadences et de la durée du temps de travail est imposée aux ouvriers du bâtiment. Ceux-ci refusent ces nouvelles normes et, dès mai 1953, des mécontentements émergent. Face à cette contestation latente, Moscou envoie, début juin, des consignes à Berlin-Pankow : il faut freiner « la marche forcée vers le socialisme »[66]. Le Bureau politique est-allemand prend alors une série de mesures dont l'annulation de la hausse des

---

63 Thomas MORINIERE, *Claude Lefort et Benno Sarel, entre « Socialisme ou Barbarie » et « Les Temps modernes » : 1945-1953*, Mémoire de master de l'IEP de Paris sous la direction de Gisèle Sapiro, 2001, p. 3. « Sarel » est notamment l'auteur de *Classe ouvrière et nouveaux rapports de production dans les entreprises propriété du peuple de la République démocratique allemande (d'après les sources officielles)*, étude – probablement postérieure à juin 1953 – qui sert à Merleau-Ponty dans son article « L'avenir de la révolution », *L'Express*, 27 août 1955, in : Maurice MERLEAU-PONTY, *Œuvres,* Paris, Gallimard, 2010, p. 376-391.

64 Benno SAREL, « Combats ouvriers sur l'avenue Staline », *Les Temps modernes*, n° 95, octobre 1953, p. 672.

65 *Id*.

66 Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1945 à nos jours,* Paris, Armand Colin, 2009, p. 135.

prix mais le relèvement des normes n'est pas modifié. « Sarel » n'évoque à aucun moment la pénurie alimentaire qui touche la RDA, probablement à cause d'une défaillance de l'information disponible. De même, il concentre son étude sur Berlin car les contemporains pensent que la révolte est circonscrite à la capitale est-allemande. En réalité, elle se répand dans toute la RDA, comme à Halle où 60 000 manifestants sont dénombrés ou encore à Leipzig[67].

Le collaborateur épisodique de la revue analyse la révolte de juin 1953 en termes de lutte des classes entre la base ouvrière et le régime : « Les 16 et 17 juin renouent […] avec « la tradition de lutte anticapitaliste du bâtiment berlinois », avec la grande tradition du prolétariat allemand, interrompue par le nazisme, tradition de combats disciplinés et admirablement courageux »[68]. « Benno Sarel » propose donc une lecture trotskyste des évènements, plus qu'il ne relate les faits en eux-mêmes, à propos desquels il a sans doute peu d'informations : « Ces ouvriers non organisés font preuve d'une grande maturité » ; « L'organisation devint un appareil »[69] écrit-il notamment. Le membre de *Socialisme ou Barbarie*, mouvement trotskyste extrêmement anti-organisations, dénonce alors la bureaucratie stalinienne ainsi que le rôle de « l'aristocratie ouvrière », soutien du régime. Enfin, « Benno Sarel » évoque la répression qui ne s'abat que tardivement mais il n'en connaît visiblement pas l'ampleur[70]. Le collaborateur des *Temps modernes* semble également ignorer l'intervention des chars soviétiques qui tirent sur les manifestants le 17 juin 1953.

La RDA, un modèle littéraire ?

Les Temps modernes s'intéressent enfin à la littérature est-allemande à travers Bertolt Brecht. La revue contribue à faire connaître le dramaturge allemand aux autres intellectuels français[71]. Erval regrette que ce dernier ne soit pas très populaire en France, puisque « parmi ses pièces, seul l'*Opéra de Quat'Sous* a connu un succès »[72]. Le collaborateur d'origine hongroise ne tarie pas d'éloges sur Brecht, le qualifiant de « plus grand écrivain allemand vivant – à l'exception de Thomas Mann, bien entendu, mais qui appartient à une autre époque – en tout cas le premier dramaturge de son pays et

---

67 Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1945 à nos jours, op. cit.*, p. 136 (note 65).

68 Benno SAREL, « Combats ouvriers sur l'avenue Staline », *op. cit.,* p. 686.

69 Benno SAREL, « Combats ouvriers sur l'avenue Staline », *op. cit.,* p. 685 et p. 693.

70 *Ibid.,* p. 691.

71 Sur la réception de Brecht en France, voir Daniel MORTIER, *Celui qui dit oui, celui qui dit non. La réception de Brecht en France (1945-1956)*, Genève, Ed. Slatkine, 1986. D'après l'auteur, les articles sur Brecht ont peu d'impact sur la diffusion de l'œuvre de Brecht dans l'Hexagone, contrairement aux représentations du *Berliner Ensemble* en 1954-1955. Toutefois, au sein des *Temps modernes* se trouvent de bons connaisseurs de Brecht – que ce soit Bernard Dort ou Jean-Paul Sartre – qui participent à son introduction en France. Cf. Gérard NOIRIEL, *Histoire, théâtre, politique*, Marseille, Agone, 2009, p. 71 notamment.

72 François ERVAL, « Bert Brecht et sa théorie du théâtre épique », *Les Temps modernes*, n° 77, mars 1952, p. 1708.

un des meilleurs poètes lyriques depuis la mort de Rilke »[73]. Cet éloge est partagé par Bernard Dort qui, outre une critique qui prend la forme d'une ode dans *Les Temps modernes*[74], milite pour la diffusion en France de la conception brechtienne du théâtre grâce à la revue *Théâtre populaire* fondée en 1953 et au Théâtre National Populaire. Puis Erval retrace la carrière du dramaturge, soulignant que la politique influence positivement son œuvre, alors qu'en ce qui concerne les auteurs ouest-allemands, la politique joue souvent, au contraire, un effet néfaste : « c'est vers 1925, c'est-à-dire au moment où Brecht fait son choix politique, que nous assistons à une transformation, d'abord insensible, puis de plus en plus marquée, de son esthétique théâtrale »[75]. Cependant, Erval ne mentionne pas que Brecht n'a pas toujours été en conformité avec les attentes de la SED, notamment avant la mort de Staline, s'écartant trop du réalisme socialiste. Ainsi, en 1951, il est condamné par le Comité central de la SED[76]. Il souligne, enfin, les limites de la conception brechtienne du théâtre qui veut dépasser le drame classique et le théâtre bourgeois : « Il se peut […] qu'il attache de l'importance à sa doctrine dramatique, mais en l'examinant de près, on est obligé d'avouer qu'elle apporte peu d'éléments nouveaux »[77].

Conclusion

Ni Merleau-Ponty qui connaît bien la philosophie allemande et lit la langue de Goethe, ni Sartre qui s'est rendu en Allemagne à plusieurs reprises, ni Claude Lanzmann alors qu'il a été intégré à l'équipe des *Temps modernes* pour une série d'articles sur l'Allemagne de l'Est publiés dans *Le Monde*, n'écrivent sur l'Allemagne. Toutefois, *Les Temps modernes* portent une attention soutenue à ce pays voisin. Les collaborateurs de la revue restent marqués par la Deuxième Guerre mondiale et par la question du nazisme. Mais, dans un contexte de guerre froide qui place l'Allemagne au centre des préoccupations internationales, les intellectuels des *Temps modernes* s'intéressent aussi à

---

[73] *Id*.

[74] Bernard DORT, « Brecht ou « un monde tel qu'il devient » », *Les Temps modernes*, n° 116, août 1955, p. 162-171 : « Brecht nous donne là ce que le théâtre d'aujourd'hui peut rêver de plus direct et de plus ambitieux », p. 170.

[75] François ERVAL, « Bert Brecht et sa théorie du théâtre épique », *op. cit.,* p. 1708. Cela contredit la thèse de Daniel Mortier selon laquelle « Claude Vernier et François Erval évitent soigneusement toute référence biographique et, décrivant l'œuvre, ils la rattachent à des options esthétiques et non idéologiques, comme si, même pour Brecht, art et politique n'étaient pas indissolublement liés », in Daniel MORTIER, *Celui qui dit oui, celui qui dit non. La réception de Brecht en France (1945-1956), op. cit.*, p. 32.

[76] Jean-Paul CAHN, Ulrich PFEIL, *Allemagne 1945-1961 : de la « catastrophe à la construction du Mur »*, *op. cit.*, p. 197.

[77] François ERVAL, « Bert Brecht et sa théorie du théâtre épique », *op. cit.*, p. 1713. Cette remarque permet aussi, dans le champ théâtral, de limiter la force innovatrice de Brecht et de le ramener plus près de Sartre qui reste un dramaturge bourgeois.

l'Allemagne nouvelle qu'ils souhaitent réunifiée et neutre. Ils suivent donc une ligne politique dans la continuité du neutralisme d'après-guerre aussi bien à l'égard de la RFA que de la RDA. Cet intérêt suivi pour le voisin d'outre-Rhin est également caractéristique de ce courant politico-intellectuel, puisque c'est d'abord sous l'égide d'*Esprit* que l'idée d'un rapprochement franco-allemand émerge dans l'immédiat après-guerre[78].

[78] Sur *Esprit*, voir notamment Goulven BOUDIC, Esprit *1944-1982. Les métamorphoses d'une revue*, Paris, Editions de l'IMEC, 2005 et Michel WINOCK, *Histoire politique de la revue Esprit 1930-1950*, Paris, Seuil, 1975. Sur les liens entre Emmanuel Mounier et l'Allemagne, Christiane FALBISANER, « Emmanuel Mounier et l'Allemagne », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, avril-juin 1989, p. 275-279

BIBLIOGRAPHIE :

Jean-Paul CAHN, Ulrich PFEIL, *Allemagne 1945-1961 : de la « catastrophe à la construction du Mur »*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires Septentrion, 2008.

Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 1999.

Cécile CHOMBARD-GAUDIN, « Berlin vu par les voyageurs français (1900-1939) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 27, juillet-septembre 1990, p. 27-42.

Michel ESPAGNE, *En deçà du Rhin. L'Allemagne des philosophes français au XIXe siècle*, Paris, Le Cerf, 2004.

Jean QUILLIEN (dir.), *La réception de la philosophie allemande en France aux XIXe et XXe siècles*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1994.

Daniel MORTIER, *Celui qui dit oui, celui qui dit non. La réception de Brecht en France (1945-1956)*, Genève, Ed. Slatkine, 1986.

Gérard NOIRIEL, *Histoire, théâtre, politique*, Marseille, Agone, 2009.

Alfred WAHL, *La seconde histoire du nazisme dans l'Allemagne fédérale depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 1992.

Alfred WAHL, *L'Allemagne de 1945 à nos jours,* Paris, Armand Colin, 2009.